

Aperçud'Images

Ici & Ailleurs

n° 48 ~ mars 2021



*Les femmes palestiniennes;
mères de famille, femmes au foyer,
artistes, travailleuses de la santé,
enseignantes, artisanes, médecins,
avocates, résistantes, agricultrices,
femmes, femmes,...*



«Qu'est-ce que le monde nous a apporté? »

Lettre de Nabi Saleh au président Biden



Monsieur Le Président,

J'étais de ceux qui défendent la solution à deux États comme voie vers la libération de la Palestine. Mais trois décennies après les accords d'Oslo, la « paix » reste à créer. Au nom d'Allah le plus clément, le miséricordieux, à M. Joe Biden, président des États-Unis d'Amérique, salutations de Palestine. Je commence par vous dire "salam", qui veut dire paix, ce qui est une valeur, une identité, un projet communs à toute l'humanité. La paix qui, nous l'espérons, permettra de démontrer notre existence en tant que nation sur notre terre, une extension de notre éthique. Paix qui valorise la vie humaine, qui est incarnée dans l'interaction civique de notre peuple et de la terre, dans notre patrie de Palestine, avec toute son histoire ancienne.

C'est la paix sur laquelle nous cherchons à construire notre avenir et le futur de nos enfants. La paix à laquelle notre ennemi veut que nous renoncions afin qu'il réalise ses fantasmes bibliques qui ont amené le monde à croire qu'ici était une terre sans peuple. Monsieur le Président, en ce moment où vous entrez à la maison Blanche, je voudrais rappeler à votre souvenir les Palestiniens qui ont fui leurs foyers -pour eux leurs palais- pour se retrouver réfugiés ; ceux dont les moyens de subsistance furent détruits, les contraignant au déplacement. Comme moi, par exemple, qui suis de la génération qui a connu la Naksa [la guerre de 1967] qui venait après la Nakba [l'exode des Palestiniens après la guerre de 1948]. Bassem Tamimi fait un signe de paix lors de son audience devant la cour militaire israélienne.

J'ai été emprisonné par Israël parce que je résistais à l'occupation. J'ai été torturé brutalement dans les cachots où ils m'interrogeaient jusqu'à ne plus pouvoir marcher pendant un bon moment, Ma sœur a été frappée, de sang-froid et sous les yeux de son fils de 12 ans, au centre du soi-disant « tribunal militaire » israélien. Ma terre, dans le village de Nabi Saleh a été confisquée et puis des étrangers y ont construit leurs maisons. Ma maison à moi, construite en 1964, est menacée de démolition parce qu'elle se trouve en zone C ce qui, selon les Accords d'Oslo, la met sous le contrôle total, administratif et militaire, d'Israël. Avant, je croyais en la paix et la solution à deux États adoptée par l'OLP -la direction de notre peuple-, je pensais que c'était la voie vers la libération de l'occupation. J'ai défendu cette solution, j'en ai débattu avec d'autres, j'ai lutté pour y parvenir. J'ai chanté pour la paix et j'ai appelé mon fils Salam [paix], comme présage d'un avenir différent. Mais après des décennies de « processus de paix » la paix n'est toujours pas arrivée. L'équilibre des forces est biaisé, en faveur de notre adversaire. Ses bulldozers imposent une réalité sur le terrain que les bonnes intentions d'amour et de paix ne peuvent surmonter seules.

Monsieur le Président, un jour, quand Salam avait 5 ans, il est venu vers moi en pleurant et m'a dit « s'il te plaît, change mon nom. Je ne veux pas qu'on m'appelle Salam ». Il avait entendu des gens se moquer et maudire le processus de « paix », et mon fils pensait que c'était lui, le "salam" dont ils parlaient. Monsieur le Président, rendez vous tout son sens à ce mot, afin que mon fils commence à aimer son nom ? Comment restaurer le sens de liberté, de justice et de démocratie dans l'esprit de nos enfants ? Comment les protéger de la tentation latente de terrorisme à laquelle nous sommes tous soumis aujourd'hui ?

Près de 30 ans après la signature des accords d'Oslo, j'ai eu une discussion avec ma fille Ahed et ses amis après une manifestation contre l'annexion et les colonies. Dans un nuage de gaz lacrymogène et de balles, alors que le terrorisme d'État ciblait la nouvelle génération des combattants de la paix, j'ai voulu démontrer une prouesse intellectuelle en défendant la solution à deux États. Ahed m'a dit : « Toi, ta génération et les générations avant vous, vous vous êtes battus, vous avez été emprisonnés, blessés, tués. Nos dirigeants, malgré toute l'histoire et la symbolique et la confiance que leur portait notre peuple, croyaient en cette solution. Vous avez fait confiance au monde, à l'ONU et au droit international et vous avez abandonné 78 % de la terre de Palestine pour cette solution, pour la paix. Qu'avez vous gagné ? Qu'est ce que le monde, qui vous avait promis un pays, vous a donné en réalité ? Tu ne vois pas les colonies, Père ? Tu ne vois pas le mur ? Tu ne vois pas que le monde se moque de notre sang et de nos souffrances ? Le monde veut que nos souffrances durent parce que ça lui permet d'échapper au fardeau du regret d'un crime qu'il a commis contre l'humanité. Un crime dont nous payons le prix dans la douleur et la souffrance depuis la déclaration Balfour qui déclara que notre pays serait l'endroit où établir l'État d'Israël, pour défendre les intérêts de la colonisation. Alors, s'il faut qu'on soit tués, blessés, emprisonnés au nom d'une expérience que le monde a échoué à réaliser, alors nous devrions nous sacrifier pour la libération de notre peuple et de notre terre. Nous devrions établir un État de Palestine où tout le monde pourrait vivre en paix, libre, sans discrimination basée sur la race, la religion ou la couleur. Un pays libre pour un peuple libre. »

Monsieur le président, nous voyons bien que le monde croit toujours en la solution à deux États. S'il reste une chance pour la paix, alors le chemin qui y mène ne peut passer que par le peuple palestinien et ses dirigeants légitimes. Ni "l'accord du siècle", ni la normalisation ou de timides pressions ne peuvent imposer une solution qui ne prend pas en compte les droits de notre peuple. Monsieur le Président, de Palestine nous vous invitons à incarner cette promesse de liberté et à construire un monument à la justice et la paix du monde. Cette paix commence en Palestine, fondation sur laquelle construire alors que nous luttons pour surmonter les obstacles du passé et les exigences du présent et pour franchir le pont d'espoir avec optimisme et confiance. La paix est tout ce qui me reste. Que la paix vous accompagne.

Bassem Tamini 27 janvier 2021

ar Riya Al Sanah, le 26 novembre 2020

Question : S'il y avait quelque chose qu'un syndicat européen devrait faire, qu'est ce que ce serait ?

Riya Al Sanah : Je pense qu'il y a plusieurs choses.

Je pense qu'il doit y avoir une meilleure compréhension de ce qui se passe réellement en Palestine, de ce que ce projet colonial signifie réellement, en terme de réalité sur le terrain et en terme de conditions de vie pour la population et les travailleurs.

Il y a une grande vague d'incompréhension et de désinformation en Europe sur la question palestinienne, sur le combat pour la libération, sur ce que ce projet colonial signifie réellement, et comprendre comment il est lié au système capitaliste et impérialiste de manière plus générale. Je pense qu'il y a beaucoup de travail d'éducation à faire. C'est un premier niveau.

A un autre niveau, le plaidoyer.

Je pense qu'il faut comprendre que les réalités sont interconnectées, que nous vivons dans un monde globalisé où la Palestine n'est pas juste de l'autre côté du monde, mais est en réalité intégrée à d'autres aspects de la vie quotidienne, peu importe où les gens se trouvent.

Je pense à la possibilité de développer des campagnes autour de certaines entreprises, la possibilité d'initier de la démocratie interne dans les syndicats où chacun peut trouver ses propres moyens de faire pression sur son employeur pour agir selon des valeurs qu'il soutient, et ce n'est pas juste une question de solidarité avec la Palestine, c'est en fait une question de démocratisation du lieu de travail.

Et je pense qu'à ce moment particulier où les attaques viennent de partout, où les syndicalistes sentent la tension où qu'ils se trouvent, nous devons être capable de penser la solidarité internationale comme intégrale à la solidarité entre nous.

La question palestinienne n'est pas une question isolée de la question de la démocratie à une plus grande échelle : démocratie sur le lieu de travail, démocratie au sein de nos pays, démocratie partout où elle se trouve.

Donc nous demandons de faire des campagnes de plaidoyer mais sur la question palestinienne à un sens plus large, pas seulement sur la souffrance des palestiniens et sur la volonté d'être un solidarité avec leurs souffrances, mais aussi d'être capable de penser à la manière dont nous lions les solidarités ensemble, de manière à ce que les syndicalistes développent des campagnes qui soient en solidarité avec la Palestine, avec les travailleurs palestiniens, et qui permettent en même temps de développer leurs revendications propres. Et je pense que notre capacité à lier les luttes ensemble est le vrai sens de la solidarité.

La solidarité n'est pas un acte isolé, mais une action que nous faisons pour tout le monde, peu importe qui nous sommes, et je pense que la question de la Palestine nous donne la possibilité de faire cela, et aux syndicalistes de faire cela, d'une manière très simple.

Donc je pense que c'est la tâche des syndicats.

La tâche est premièrement une meilleure éducation sur ce qui se passe en Palestine, sur le projet sioniste, sur le fonctionnement économique de l'occupation et comment il s'intègre à un niveau global. Et également de développer nos méthodes de solidarité, de ne pas penser la solidarité comme une action isolée envers les gens dans le besoin, mais de penser la solidarité comme une action circulaire. Je pense que les syndicats sont les meilleures plateformes pour s'engager dans cette éducation et mener des campagnes simultanément. Et je pense qu'à ce moment particulier de l'Histoire où les Palestiniens font face à un mouvement de contre-révolutions dans la région, et à un projet colonial brutal et incessant, c'est le moment d'agir.

Le caractère incessant des attaques contre les Palestiniens fait partie d'une situation globale où les gens partout dans le monde font face à des attaques par leurs gouvernements, par des fascistes, par leurs patrons. Nous devons pouvoir penser la question de la Palestine dans ce contexte, au lieu de la penser comme un élément isolé...